

CIBLE

Berlusconi

A Strasbourg, on s'est congratulé : une forte majorité de députés a voté pour l'ultra-libérale Commission Barroso après un grand moment d'indignation « politiquement correcte ». Quelle farce !

Puis on s'est chamaillé. On a découvert tout à coup que M. Barroso est un ancien maoïste, que tel commissaire français avait été condamné pour délit financier, que tel autre avait appartenu au parti communiste hongrois... La belle affaire ! Seuls les imbéciles ne changent pas et il est interdit d'évoquer les délits couverts par une loi d'amnistie.

Mais, tout occupés à leurs gamineries, les députés et les commissaires ont oublié une information de première fraîcheur : Silvio Berlusconi, président du Conseil italien et à ce titre membre du Conseil européen, est de nouveau confronté à la justice de son pays. Le 12 novembre, le parquet de Milan a requis une peine de huit ans de prison pour corruption de magistrat.

Un prévenu honorable aurait démissionné de toutes ses fonctions pour défendre son innocence présumée. Silvio Berlusconi a au contraire déclaré qu'il conserverait ses fonctions même s'il était condamné. Ce qui ne gêne personne, ni à Strasbourg ni à Bruxelles.

ÉCOLOGIE

Les vrais enjeux

Sarkozy

L'homme pressé

p. 12

Idées

Edgar Morin

p. 9

Homo-Bobo-Gogo ?

Ceux « qui auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur sexe ou de leur orientation sexuelle » devront être pénalement sanctionnés en tant que tels selon le projet de loi actuellement débattu ⁽¹⁾.

Scandalisé par certaines agressions lamentables, qui osera mettre en doute la bonne intention des législateurs ? Et pourtant, la conscience civique s'interroge sur la nécessité d'une loi particulière.

La France, vieil état de droit, se croyait armée pour protéger toute personne humaine contre « la discrimination, la haine ou la violence » dont la justice a mission de discerner les formes et punir les auteurs. Or ce projet de loi - succédant à d'autres - restreint sa compétence : en qualifiant des délits catégoriels préalablement homologués par la loi au lieu d'instruire pour protéger la personne humaine, quelle qu'elle soit, elle réprimera *sur catalogue* les cas d'espèce...

Admettons pourtant, puisqu'on nous en persuade, qu'une loi spécifique profitera aux gays, lesbiennes, bisexuels et transsexuels rassemblés sous le sigle LGBT. Admet-

tons que leurs associations, comme *SOS homophobie*, bientôt habilités à se porter partie civile dans ces affaires, n'iront pas jusqu'à poursuivre les formes non avouées de discrimination qu'elles prétendent discerner et combattre. Admettons que cette mesure de *positive action* (discrimination positive) concourra à sensibiliser les mœurs et éduquer à la tolérance. Admettons.

Restent quelques aspects de cette évolution des mœurs qui parlent un autre langage.

En premier, la montée en puissance des moyens déployés pour la défense et illustration de la cause LGBT. Courtisés pour leurs voix dans les élections, donnés pour modèle d'une sexualité libérée des tabous, flattés comme *leaders* de mode et stars de la modernité, ciblés comme consommateurs de pointe par des salons spécialisés, comme lecteurs d'une presse sur mesure, comme clients d'une télévi-

sion rose promue à larges enseignes, donnés pour parangons d'une nouvelle image de la famille et de la parentalité, la *communauté LGBT* puisqu'on la nomme ainsi, occupe dans l'espace socio-économique une place exorbitante comparée au modeste nombre de ses pratiquants. Qui plus est, son discours perpétuel de *coming out* public est loin de refléter la sensibilité de tous ceux et celles qui vivent cette polarité sexuelle et affective. Où voit-on qu'ils soient unanimes dans l'exhibitionnisme des *gay prides* et autres parades carnavalesques ou dans le mimétisme bourgeois qui les ferait s'aligner en tout sur le couple traditionnel ?

C'est ici que la campagne de promotion montre le bout de l'oreille : foin de l'homosexualité ! Elle n'est, pour ses publicitaires, qu'un outil et prétexte de séduction pour développer un vaste *marketing* à thème, dont la clientèle captive ainsi rassemblée exercera un effet d'entraînement sur les

marchés les plus gratifiants. À travers le discours homosexuel branché, le bobo libéral-libertaire rejoint le gogo consumériste.

Plus au fond, la *révolution culturelle* LGBT, que ses allures de transgression festive rendent agréablement mobilisatrice, s'inscrit dans le courant de subversion idéologique des normes traditionnelles. Une nouvelle pensée correcte *anti-essentialiste*, vise à discrediter toutes les structures symboliques classiques au profit d'une immédiateté hédoniste, *a-normale* mais étroitement socialisée par l'impératif de consommation, relayée par la complaisance apeurée des médias et promue événement dans la vacuité morale et intellectuelle du monde politique.

C'est pourquoi il nous semble honnête, en dépit des menaces de poursuite pour discrimination, d'avertir amicalement ceux qui se croient bénéficiaires de ce projet de loi que la sincérité globale de l'opération est douteuse. L'homophobie est punissable, comme toute atteinte à la dignité de la personne, et justifie de l'application rigoureuse de la loi commune. Mais la manœuvre en cours, grassement profitable au commerce, la prend pour prétexte d'une *révolution culturelle* au progrès discutable et dont les plus faibles feront les frais, comme toujours.

Luc de GOUSTINE

(1) Au moment où nous écrivons ces lignes, la Commission consultative des droits de l'homme vient de rendre son avis sur ce projet de loi. Elle le condamne dans des termes très fermes et nets et demande son retrait pur et simple.

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Homo-Bobo-Gogo ? - p.3 : Régulation ou révolution ? - Conjectures et conjoncture - p.4 : Braderie - Trichet pique sa colère - p.5 : L'exode de Côte d'Ivoire - p.6/7 : Ecologie, les enjeux véritables - p.8 : Un monde imaginé - Pour relier les hommes - p.9 : L'Éthique d'Edgar Morin - p.10 : Un nommé Chesterton - Livres et francophones - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le dossier Sarkozy

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Régulation ou révolution ?

Le débat entre les partisans et les adversaires du libéralisme économique a-t-il avancé depuis ces dernières années ? Une confrontation entre Serge Lepeltier et Jacques Nikonoff permet d'en juger.

Deux points de vue sur la mondialisation et la liberté économique se sont opposés à Bourges le 6 novembre dernier lors d'une réunion publique organisée par l'association départementale Attac 18.

Puissance invitée : Serge Lepeltier, ministre de l'Écologie et du Développement durable. Contradicteur invité : Jacques Nikonoff, président national du mouvement Attac.

Le ministre a développé des arguments d'une facture très classique : la mondialisation est un fait inéluctable qui est le résultat de la liberté des échanges et qui constitue un facteur de démocratisation pour les pays en développement. Malgré les crises financières et les inégalités subsistantes, le bilan est donc positif. Et si l'Afrique ne profite pas pleinement des effets de la mondialisation libérale, c'est en raison de la corruption qui y sévit et qui freine le progrès économique et social.

Il ne faut donc pas redouter la dynamique du marché mondialisé, qu'il suffit de perfectionner par une meilleure régulation et par l'organisation de contre-pouvoirs. En bref : associer les ONG aux décisions, exiger la transparence au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce, organiser un système mondial de gestion des biens publics mondiaux (eaux, forêts...), mettre au point la taxe Tobin

comme l'a proposé Jacques Chirac...

Dans ses répliques, Jacques Nikonoff a pointé les ambiguïtés fondamentales du discours ultra-libéral :

La liberté économique ne peut se confondre avec l'ultra-libéralisme qui pose en principe absolu la mise en concurrence de tous contre tous. Or la privatisation des services publics et la dérégulation de l'économie aboutissent à la constitution de monopoles mondiaux et d'oligopoles (quelques grandes entreprises contrôlent le marché) qui détruisent la liberté effective des échanges et qui ruinent de nombreuses entreprises petites et moyennes.

Ainsi, le libéralisme est une illusion dans la pratique, et un leurre pour ce qui concerne les échanges internationaux : la « superpuissance » mondiale, les États-Unis, fait une politique protectionniste.

Après avoir démontré que le lien entre le libre échange, la démocratie et le progrès social n'est qu'une apparence, le président d'Attac a présenté les propositions de son organisation quant à la suppression des paradis fiscaux, quant à la lutte contre les délocalisations et pour la mise en œuvre d'une nouvelle forme de coopération internationale.

Seul point d'accord entre Serge Lepeltier et Jacques Nikonoff : trouver une nouvelle voie, entre la régulation ultra-libérale et le révolutionnarisme

Denis BECRIRI

Conjectures et conjoncture

Il suffit que le Premier ministre annonce l'amélioration de la conjoncture pour qu'une avalanche de chiffres vienne démentir le propos. C'est sans doute la faute à pas de chance.

Jean-Pierre Raffarin était venu tout exprès à la télévision le 10 novembre pour proclamer la bonne nouvelle : « *la France va beaucoup mieux aujourd'hui qu'il y a deux ans et demi.* » Cette embellie lui a permis d'annoncer une réduction de 10 % du chômage en 2005 et une reconduction de la « prime de Noël » pour un million et demi de citoyens.

Nous, on était contents de le voir droit dans ses pantoufles, notre Jean-Pierre, et « *en paix avec sa conscience.* »

Hélas ! Les eaux calmes de cette conscience heureuse furent vite troublées par des rafales de mauvaises nouvelles.

Le 16 novembre, le Premier ministre recevait le rapport annuel du Secours catholique sur la *France précaire* qui souligne, chiffres à l'appui, l'augmentation du nombre des travailleurs pauvres. Qu'il s'agisse de contrat d'intérim, d'emploi aidé ou de temps partiel, « *aucun de ces emplois précaires n'assure en moyenne un niveau de vie qui permettrait de se situer au-dessus du seuil de pauvreté.* » Dans ce rapport accablant, le Secours catholique précise que 66 % des demandeurs d'emploi accueillis dans ses centres en 2003 ne sont plus indemnisés.

Des chômeurs de plus en plus nombreux et de plus en plus pauvres. Des travailleurs pauvres menacés de tomber dans le chômage ou d'y retourner : comment peut-on

soutenir que la situation s'améliore ?

C'est facile : on reconnaît qu'il y a encore des situations *préoccupantes* mais que les choses vont dans le bon sens car la croissance est de retour.

Parfois, ça marche en raison de facteurs extérieurs et indépendants de la volonté du gouvernement - notamment la baisse de la devise européenne. Mais cette année, ce n'est vraiment pas de chance : le 20 novembre, les chiffres publiés par l'INSEE confirmaient la baisse de la croissance en 2004 : 0,7 % au premier trimestre, 0,6 % au deuxième, et 0,1 % au troisième ! Ceci avec une baisse de la consommation, de l'investissement et du commerce extérieur.

Le bonimenteur du 10 novembre pouvait-il ignorer les chiffres qui allaient être publiés dix jours tard ? Ce n'est pas invraisemblable mais, de toutes manières, ce cafouillage n'a aucune importance. Face à ce qu'on appelle pudiquement un « trou d'air », les réponses sont toutes prêtes : il faut « accélérer les réformes », c'est-à-dire baisser le coût du travail et flexibiliser l'emploi et privatiser tout ce qui peut l'être. La précarité sera aggravée ? La misère plus grande ? Qu'importe : le prochain rapport du Secours catholique ne sera publié que dans un an. On a le temps d'attendre le retour de la croissance. Et tout ira bien.

Annette DELRANCK

Braderie

On vend de tout, avec une étrange frénésie. On dit que c'est Sarkozy qui brade à tour de bras. Mais il n'est pas chef du gouvernement. M. Raffarin, qui répète sans cesse qu'il est le maître des lieux, doit être tenu pour responsable.

On vend le nucléaire civil (Areva), comme d'habitude sous couvert d'une simple ouverture du capital. Ce qui met en question la sécurité du pays et les conditions de vie de ses habitants. On continue à vendre du France Télécom et on finira bien par se débarasser complètement de la Snecma. On liquide la Poste, malgré la colère qui monte des petites communes, malgré la révolte des élus du « terrain » si cher à M. Raffarin.

On vend des propriétés de l'État. On va vendre peu à peu les réserves d'or de la Banque de France. Pourquoi ce bradage généralisé ?

Sans doute pour prouver qu'on sacrifie vertueusement au dogme imbécile et meurtrier de l'équilibre budgétaire – qu'on n'atteint jamais car l'argent des privatisations est dilapidé. Népotisme, clientélisme : l'élection présidentielle approche, que les amis du pouvoir tendent leur tablier.

Mais ce bazarage hâtif a quelque chose d'irrationnel, de proprement délirant. Même en liquidant tout, le gouvernement ne réussirait pas à faire descendre la dette publique au-dessous des mille milliards d'euros. Les ventes d'entreprises publiques sont scandaleuses. Les ventes d'or et de bâtiments sont dérisoires, parfaitement absurdes. On appauvrit la France et les Français. Pour rien.

Jacques BLANGY

Quand le président de la Banque centrale européenne fulmine une déclaration explosive, menace Washington des foudres de Francfort et fait, contre les brutaux, rempart de son corps, que se passe-t-il ?

Rien. Il ne se passe rien. Reste à savoir pour quoi il ne se passe rien quand Jean-Claude Trichet s'indigne de la chute du dollar.

L'énigme se résout en deux coups de cuiller à pot.

Il ne se passe rien parce qu'on n'entend rien – ou presque. Trichet tonne depuis son olympe francfortois, mais *les marchés* ne perçoivent que le murmure d'un ruisseau d'eau tiède. Examinons la phrase courroucée du 8 novembre : « *Les mouvements récents, qui tendent à être brutaux sur le marché des changes entre l'euro et le dollar américain, ne sont pas bienvenus du point de vue de la BCE.* »

Admirable pesée des mots ! Enrobage douillet des formules ! Équilibre de la phrase ciselée avec une délicatesse rare ! Les mouvements ne sont pas brutaux, ils *tendent* à l'être : ainsi le poing du pugiliste qui tend à écraser le nez de celui qui est en train de décrire la trajectoire et qui avertit que les mouvements de ce genre ne sont pas les *bienvenus...* L'avertissement du gentilhomme de Francfort avait de quoi semer la panique chez les malotrus de Washington et de New York.

Il n'en fut rien.

Vous me direz, amis cambistes, qu'au lendemain de la trichettienne colère, le dollar, de terreur frappé, retomba de 1,2986 à 1,2930 euro – alors qu'il allait passer

le « seuil psychologique » de 1,30 dollar pour un euro. Las ! On s'aperçut au bout d'une semaine que la pythie francfortoise s'était mis le doigt dans l'œil. Le 15 novembre, alors que l'euro s'échangeait à 1,290 dollar, les ministres des finances de la zone euro se réunirent à Bruxelles pour essayer d'empêcher la baisse du billet vert. Le président de l'Eurogroupe, un certain Gerrit Zalm, fit savoir au monde entier que « *les récents mouvements brutaux des taux de change sont malvenus.* »

Ceux qui parcourent distraitement cet article jugeront que le message bruxellois est la copie conforme de la fulmination francfortoise. Erreur ! Nos lecteurs attentifs, voire passionnés, ont immédiatement remarqué que la tendance à la brutalité avait disparu et que nous étions face à la brutalité même. De surcroît, les mouvements qui n'« étaient pas bienvenus » selon M. Trichet, sont franchement « malvenus » pour l'éminent M. Zalm. De toute évidence, l'Eurogroupe venait de franchir un échelon de plus dans l'escalade de la violence. Le monde mondialisé retint son souffle : on allait voir ce qu'on allait voir.

On ne vit rien. La diatribe de Gerrit Zalm fit autant de bruit que la chute d'une gaufre sur la digue de Knokke-le-Zoute. Mais on entendit John Snow, secrétaire américain au Trésor, déclarer :

a) qu'il était favorable au dollar fort ;

b) que la valeur des devises était déterminée par un « marché fort et concurrentiel » - ce qui signifiait que les États-Unis ne feraient rien pour empêcher la baisse du dollar ;

c) que les faramineux déficits américains étaient provoqués par l'Europe qui se refusait à faire des « réformes structurelles » - en clair à devenir encore plus libérale.

Dans les termes choisis de la langue de bois globalisée, M. Snow envoyait MM. Trichet et Zalm se faire cuire un œuf. Matamore de passage (à Bruxelles), M. Sarkozy fut non moins aimablement renvoyé à ses jeux de marelle par ses « amis américains » (comme il dit) et *Le Monde* du 16 novembre, qui avait décrété l'« urgence pour l'euro », ne fut même pas parcouru distraitement par les derrières yankees.

Clou de la fête : la visite d'Alan Greenspan à Francfort, venu dire – je résume – que les États-Unis laisseraient le dollar se déprécier.

Ce même jour, notre Trichet osa une chose folle. Pressé de questions sur la *brutalité* des changes, il déclara, impassible comme un général romain face aux éléphants d'Hannibal : « *Je m'en tiendrai, si vous le permettez, à ma phrase et je n'y ajouterai rien. Je dirais que la phrase est comme la poésie - elle parle d'elle-même.* »

Amis chômeurs, et vous travailleurs pauvres, dormez en paix. M. Trichet tient bon face aux Américains.

Sylvie FERNOY

L'exode de Côte d'Ivoire

La faillite de la Côte d'Ivoire est un cas pratique dont le sommet de la francophonie, réuni au Burkina Faso sur le thème du développement durable, se serait bien passé.

La guerre civile ivoirienne, contrairement à celles des voisins libérien et sierraléonais, qui n'ont eu qu'une portée locale, même si elles ont débordé de leurs frontières, remet en question notre politique africaine, et, au-delà, notre conception de la francophonie. Pour plusieurs raisons : la première, la plus évidente, est le prestige diplomatique acquis par les grands pays africains anglophones promus médiateurs des querelles des francophones : le Nigeria, le Ghana et l'Afrique du Sud. Contrairement à un passé récent, nous n'y voyons ni menace ni ingérence. La France cherche elle-même leur aide, jusqu'à ce que l'on puisse parler d'un véritable axe Paris-Pretoria.

La seconde raison est que le français comme langue de culture et de communication ne remplit plus son rôle. Il n'empêche pas une dérive que le président Chirac a qualifiée à juste titre de *fasciste* : la haine ethnique, la chasse à l'étranger, l'immigré, y compris et principalement africain - on l'oublierait à ne parler que de la protection de nos compatriotes expatriés. Finie la prétention à l'universalisme, chère à feu le président Senghor.

La troisième raison est l'inanité de la recherche d'une voie différente du développement

durable, thème du sommet de Ouagadougou, devenu quelque peu surréaliste en raison des événements de Côte d'Ivoire. La tentative louable d'une reconquête de la pensée économique au nom de la francophonie, comme une alternative à la mondialisation, bute sur le cas ivoirien, hier modèle de prospérité et de stabilité, fondé sur des filières bien établies de rémunération des matières premières (café, cacao, et coton dans la partie sahélienne). Modèle aujourd'hui détruit et déstructuré, avec notre consentement, par l'acharnement des institutions financières internationales qui s'en mordent les doigts mais trop tard.

Comment ne pas accepter cet amer constat d'échec ? Nous sommes-nous trompés de politique ou simplement n'avons-nous pas pris les moyens de notre politique ? On peut en discuter. Il arrive un moment où les deux explications convergent ou se rencontrent. Une politique que l'on ne parvient pas à assumer est une mauvaise politique, quelle que soit la valeur intrinsèque de ses intentions.

Faut-il donc rabaisser nos ambitions une fois de plus, nous faire plus discrets comme on nous y encourage de toutes parts, nos amis les premiers, rentrer dans le rang, nous fondre dans l'anonymat de la *Communauté internatio-*

nale ? Ou au contraire nous imposer, prendre à notre - seul ? - compte *le fardeau de l'homme blanc*, et faire en Côte d'Ivoire - ou ailleurs - ce que les Américains font en Irak ?

Le départ de Côte d'Ivoire commence à rappeler celui d'Algérie. À chaque évacuation, le nombre des retours diminue. Le pays va se mettre à ressembler à la plupart des autres en Afrique où la proportion de population européenne - *les Blancs* - devient infime. Elle redevient conforme à la règle, alors que ce que l'on a appelé le miracle ivoirien était en réalité une exception. Or cela ne signifie pas que la France se désintéresse de ses ex-colonies. Cela veut dire qu'elle se refuse à les recoloniser.

Une nouvelle politique passe assurément par la réconciliation nationale - au-dessus des rivalités de pouvoir personnel - et l'intégration régionale - sans querelles linguistiques. Comme avec le kiswahili en Afrique de l'Est, les Africains de l'Ouest peuvent communiquer en dioula sans passer ni par le français ni par l'anglais. C'est en ce sens la fin de la *Françafrique* comme d'une certaine francophonie. Ce ne doit être ni la fin d'une relation privilégiée avec les Africains ni bien entendu de la francophonie, mais un nouveau départ. L'une et l'autre doivent être redéfinies courageusement, avec audace et imagination, pour survivre au gâchis ivoirien.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **THAÏLANDE** - L'agitation séparatiste de la minorité musulmane dans le sud du pays, durement réprimée par les forces gouvernementales, a pris un tour sanglant après la mort de 87 musulmans tués lors d'une manifestation de masse fin octobre. Le roi Bhumibol Adulyadej, qui n'intervient qu'exceptionnellement dans le domaine politique, avait immédiatement réagi en demandant au Premier ministre Thaksin Shinawatra « *d'être plus clément et de permettre à la population locale de participer à la solution de la crise* ». Faute d'avoir obtenu satisfaction, le roi est de nouveau intervenu dans un discours solennel adressé à la police et à l'armée leur enjoignant de coopérer au lieu de pratiquer une surenchère de brutalité « *faute de quoi notre nation tomberait en ruine ce qui signifierait que la population n'aurait plus ni bonheur, ni sécurité* ». Son épouse, la reine Sikitit, qui revient d'un séjour de deux mois dans les provinces musulmanes du sud, a, elle aussi, fait rarissime, pris une position publique devant une assemblée de 900 responsables politiques ou civiques en faisant appel à l'unité nationale.

◆ **BAHREÏN** - Poursuivi pour « incitation à la haine contre le régime » un activiste bahreïni des droits de l'Homme, Abdel Hadj al-Khawaja, a été condamné à un an de prison ferme par la cour pénale de Manama. Ce procès et cette condamnation ont suscité de nombreuses protestations. Le soir même, un décret du roi Hamad ben Issa al-Khalifa libérait le condamné en lui faisant remise de la peine qui lui restait à subir et demandait au procureur général « *de prendre les mesures pour libérer les autres personnes arrêtées* » en soulignant « *l'importance de soutenir l'unité nationale et de préserver les acquis démocratiques* ».

◆ **JAPON** - Une solution est en vue pour permettre à la dynastie japonaise de continuer à occuper le trône impérial même si l'actuel prince héritier n'avait pas d'enfant mâle. En effet, le Parti démocratique libéral, actuellement au pouvoir, a décidé de rédiger un amendement constitutionnel permettant à une femme d'accéder au trône. Cela permettrait à la petite princesse Aiko, actuellement âgée de trois ans, de devenir un jour l'impératrice de son pays. La rédaction définitive du projet d'amendement devrait être présentée en 2005. Pour être adopté le projet doit recevoir l'approbation d'une majorité des deux tiers de chacune des chambres du Parlement et être soumis à un référendum national. Ces conditions ne devraient pas être des obstacles puisqu'un récent sondage montrait que 78 % des parlementaires et 65 % de la population étaient en faveur de cette réforme.

Q

Quoi qu'ils disent,
quoi qu'ils fassent,
les écologistes
bénéficient en
France et en Europe
de l'Ouest d'un

préjugé favorable. Ne sont-ils pas les défenseurs patentés de la nature ? Ne sont-ils pas mobilisés pour la totale libération des mœurs ? Ne luttent-ils pas contre la « mal bouffe » ? Ne sont-ils pas les nouveaux utopistes en chemin vers un autre monde ? Se refusant aux exercices quasi-obligatoires d'admiration des Verts, François Villemonteix entreprend ici une critique radicale de l'écologisme pour mieux faire valoir l'urgence d'une politique écologique.

Les enjeux véritables

L'écologie *politique* est arrivée en France à des extrêmes tels que l'on ne sait plus maintenant ce qui est défini sous ce vocable. Et si l'on peut encore comprendre qu'elle s'oppose (bien que sans argumentaire clair) au nucléaire, on a plus de mal à suivre la diabolisation irrationnelle des OGM, détruits comme on brûlait les sorcières au Moyen Âge ; ou la revendication de l'agriculture bio comme alternative à la production agricole de masse. Quant au *mariage gay*, il faut bien dire que ses incidences écologiques nous échappent complètement. En fait, tout ceci montre que la mouvance écologiste en France est devenue le regroupement des peurs et des fantasmes d'une partie de la société qui rejette toute évolution et qui, dans ses seules manifestations cohérentes, réclame un retour au passé, compensé par un *modernisme d'image* dans le domaine sociologique. L'écologie vient d'inventer l'anarcho-conservatisme.

Il faut le regretter et s'en préoccuper, au moment où les risques écologiques deviennent vraiment sérieux (1). Et donc reprendre le dossier de l'*écologie politique* sur des bases réelles, afin d'en évaluer les problèmes majeurs, leurs implications, les bouleversements de l'environnement et les façons, soit de s'y adapter

pour ceux qui sont irréversibles, soit de limiter, stopper ou inverser ceux qui peuvent encore l'être. Il semble bien que nous royalistes en soyons les seuls capables en France, puisque nous sommes par nature les seuls dans le monde politique à tenir compte de la durée dans nos réflexions. Or le temps est une composante essentielle de toute recherche sur l'écologie : les effets des activités humaines se manifestent souvent plusieurs décennies après qu'elles ont démarré, et les efforts de correction ou d'amélioration consentis ne donnent de résultats qu'après des délais encore supérieurs. Pire, ils sont en général coûteux et contraignants, leur argumentaire est complexe, on n'en voit pas facilement le but et encore moins le résultat quotidien. Ils sont par essence peu rentables en résultats électoraux sur le court terme.

Avant de poursuivre, il faut aussi rappeler un point capital : la priorité dans les analyses doit toujours être donnée à ce droit fondamental de l'humanité qu'est le droit à la vie (2). Ceci impose évidemment de protéger l'environnement dans ce qu'il a de vital pour l'humanité, mais aussi de donner à la vie humaine la priorité sur toute autre considération écologique. Il y a là un équilibre difficile à établir, mais essentiel : la vie n'est possible que si l'environnement le permet, mais la pro-

tection de l'environnement en soi n'est pas une fin, c'est un moyen.

Il est exclu de pouvoir analyser les questions d'écologie de façon exhaustive sur deux pages, aussi y consacrera-t-on une série d'articles dans le courant de l'année. Et pour commencer, brosons dans celui-ci un tableau de la situation.

Première question : y a-t-il un bouleversement écologique planétaire qui puisse mettre en péril l'espèce humaine en général ou plus modestement ses modes de vie ? La réponse est oui, sans aucun doute, et on peut maintenant le démontrer scientifiquement. Ce bouleversement est résumé sous le nom de *changement global* (en français) ou *réchauffement planétaire*, puisque le réchauffement climatique en est la manifestation la plus visible. Et qu'on ne s'y trompe pas : même si une augmentation de température de trois degrés d'ici 2050 peut paraître anodine, c'est, littéralement, un cataclysme. Les changements de ce type prennent en général des milliers d'années, et l'écosystème a le temps de s'y adapter. Ici, il s'agit de décennies et toute adaptation devient impossible. Plus grave encore, on n'a pas pris la mesure de toutes les conséquences de ces changements. En voici une dont a priori fort peu de lecteurs de *Royaliste* (ou

d'ailleurs) auront entendu parler : le pH de l'océan mondial a diminué d'un demi-point (passant de 8 à 7,5) en vingt ans. En clair, l'océan est devenu légèrement plus acide, par absorption du gaz carbonique de l'atmosphère au rythme d'un million de tonnes par heure. Or le pouvoir-tampon de l'eau de mer, sa capacité à conserver des caractéristiques physico-chimiques constantes, est capital. C'est l'océan qui maintient des conditions atmosphériques et environnementales suffisamment stables pour que la vie puisse exister.

Cette montée en acidité, qui touche tout l'océan, laisse penser que sa capacité d'absorption est arrivée à saturation : la poubelle est pleine. Et malheureusement, il n'existe aucun lieu où la vider... On est loin d'avoir analysé tous les effets de ce phénomène. Mais une chose est sûre : si la vie est bouleversée dans l'océan (et elle l'est !), c'est toute la planète qui est atteinte.

Donc le changement est là. Il nous reste à éviter de l'aggraver, mais aussi à mettre au point les façons de s'y adapter au mieux (ou au moins pire). Ceci passe par un préalable, qui est d'identifier les causes humaines qui ont mené à ces bouleversements. Sont-elles structurelles ? Peut-on les corriger ? On peut en identifier au moins trois principales :

eux les

- **l'augmentation de la population mondiale.** Nous sommes près de 7 milliards d'humains sur terre, nous en serons à 9 dans une trentaine d'années. Cette simple augmentation de la population est en soi la cause majeure. Elle a induit une transformation profonde de l'écosystème, du fait de la colonisation de certains milieux, et du besoin en alimentation, habitat, organisation sociale, etc. Voici une cause de pollution que l'on ne peut réduire et qu'il faudra donc accompagner. On sait que l'augmentation de la population atteindra un palier au cours de ce siècle (3). En attendant, nous sommes très nombreux, et ce qui ne posait pas de problème quand nous étions un demi-milliard d'individus devient critique à neuf milliards. La surpopulation requiert donc un choix de mesures drastiques, en particulier en ce qui concerne le tourisme, l'urbanisation, l'occupation de zones fragiles (littoral et zones humides en particulier), la production alimentaire de masse, l'industrialisation, la consommation énergétique, la gestion de l'eau, etc. ;

- **l'énergie gratuite.** Si la dégradation de l'environnement vient de la surpopulation, c'est à cause du faible coût de l'énergie qu'elle s'est produite : il en a permis l'utilisation incontrôlée et le gaspillage sans frein. Ici nous nous trouvons devant une si-

tuation mixte : on ne peut pas baisser brutalement la consommation d'énergie, sauf à aboutir à la destruction d'une grande partie de l'humanité ; mais on peut tenter de réguler cette consommation d'énergie et d'en réduire les effets les plus nocifs. Il faut donc *penser* l'énergie dans ses effets globaux, et sans a priori. Le pétrole, par exemple, est dans l'immédiat une source de pollution bien plus préoccupante que le nucléaire. Par ailleurs, il ne faut pas croire qu'il existe des sources d'énergie *sales* et des sources *propres* : toute énergie est polluante, mais à des degrés divers et avec des effets différents. L'utilisation de l'hydrogène comme combustible, par exemple : en soi l'hydrogène,

qui produit de l'énergie en se combinant à l'oxygène et rejette de l'eau, est un combustible parfaitement propre. Mais il a fallu produire cet hydrogène en cassant la molécule d'eau, et dépenser pour cela plus d'énergie que l'hydrogène n'en produira en brûlant. On n'a fait alors que déplacer le problème : quelle énergie pour fabriquer de l'hydrogène ? L'intérêt toutefois, c'est qu'il est bien plus facile de réguler les rejets dans la nature d'une centrale nucléaire ou thermique fabriquant de l'hydrogène, que ceux des millions de micro-centrales thermiques que sont les moteurs de voitures. C'est faisable : une politique réfléchie et cohérente de l'énergie est absolument capitale, et urgente ;

- **l'économie prédatrice.** Il s'agit là, au contraire des précédents, d'un phénomène dont l'importance en matière de contamination, aussi élevée que les autres, est uniquement due à des décisions politiques. Si elle existe depuis des siècles, elle a trouvé sa forme la plus achevée dans la doctrine néo-libérale, ce qui explique que son effet a augmenté de façon extraordinaire en quelques décennies. L'économie prédatrice présente comme caractéristique de ne pas inclure dans son bilan les effets à long terme de ses activités (4). La durée est mesurée exclusivement en termes de rentabilité financière, et ne prend pas en compte le coût de la remise en état du milieu une fois celui-ci exploité. Si

un écosystème n'est à personne, il est bien plus rentable d'y rejeter ses déchets que de construire des systèmes de collecte et de décontamination. Or l'écosystème naturel est considéré comme *res nullius* : l'eau, l'air, la mer sont à tout le monde. Rien n'empêche de les détruire du moment qu'on aura pu avant leur destruction en tirer un bénéfice suffisant pour investir ailleurs dans une autre activité. Et c'est la surpêche, l'épuisement des terres agricoles, le saccage forestier, les effets de l'exploitation minière, les épandages toxiques, la dégradation de l'atmosphère, le dégazage en mer, etc.

S'il est avéré maintenant que le monde que connaîtront nos enfants n'aura plus grand-chose à voir avec celui de nos parents, tout n'est pas encore perdu, et l'on peut militer pour éviter le pire. Accompagnement des effets de la surpopulation, gestion de l'énergie, changement de système économique, ce sont là les trois domaines principaux sur lesquels l'écologie politique doit agir. Ceci passe par des choix politiques, des décisions collectives fortes, à terme un changement de société. Mais en première urgence il faut avoir une vision *technique* claire des causes de pollution, afin de reconnaître celles qu'on peut éliminer, réduire ou transformer avec l'appui des progrès technologiques. Car il est trop tard pour revenir en arrière. Il faut au contraire développer d'urgence des moyens permettant à l'homme de respecter les contraintes de l'environnement, et de réparer ce qui peut l'être.

François VILLEMONTÉIX

(1) Ceci a été reconnu en particulier par Jacques Chirac lors du sommet mondial de Johannesburg.

(2) Nous reprenons ici un point essentiel, parfois oublié par les écologistes, de la déclaration de Stockholm (conférence des Nations-Unies sur l'environnement, 1972).

(3) Voir « L'erreur de Thomas Malthus » dans *Royaliste* n° 733 (prix franco : 3,20 €).

(4) Voir le dossier « Écologie et politique » dans *Cité* n° 39 (prix franco : 7 €)..



■ José Bové, les Verts et leurs amis ont inventé l'anarcho-conservatisme...

Un monde imaginé

Les journalistes des grands médias croient plus ou moins que leurs images et leurs propos sont les reflets de la réalité du terrain. Or ils fabriquent jour après jour une représentation imaginaire du monde qui mérite un regard critique.

Ou plutôt un ensemble de regards critiques car il est intéressant de comparer les analyses françaises à celles qui sont effectuées dans d'autres pays. Tel est l'objectif du *Baromètre européen des médias* qui a observé plusieurs chaînes de télévision et grands quotidiens d'information dans cinq pays d'Europe de l'Ouest, tout en gardant un œil sur les États-Unis et l'Algérie. Spécialiste des images, Laurent Gervereau a dirigé ces travaux auxquels il consacre un livre riche de confirmations et de surprises.

La principale révélation porte sur le point de vue résolument national des systèmes d'information en Europe de l'Ouest. À l'encontre du discours sur la normalisation mondialisée et sur le totalitarisme télévisuel, les principales chaînes de télévision ouest-européennes concentrent leur attention sur les pays au sein desquels elles opèrent.

Les enquêtes du *Baromètre européen des médias* confirment que les informations internationales sont peu traitées et que la situation de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du sud ne sont jamais évoqués - à moins qu'une énorme catastrophe ou une guerre civile ne suscite brièvement l'attention médiatique. Dans le *village planétaire*, seules quelques maisons sont régulièrement sous le regard des télévisions occidentales.

La raison de ces immenses trous noirs ? Une tautologie : les directeurs de l'information décrètent que *ça n'intéresse pas les gens* et, comme on ne perd pas son temps à montrer ce qui n'intéresse pas, il y a effectivement peu de chances que *les gens* soient intéressés. En revanche, les modes bien parisiennes et les rumeurs qui circulent dans les médias de Madrid ou de Rome sont censées captiver le public. Il se vérifie que les informations télévisées informent moins sur les événements que sur ce qui intéresse les journalistes. Comme les journalistes de la presse écrite regardent leurs confrères de la télévision, et réciproquement, la boucle se boucle et se reboucle à l'infini.

Ces mauvaises habitudes expliquent le discrédit de la grande presse d'information. Elle échappe à ses propriétaires et ne se contrôle pas elle-même. Elle est le reflet déformé et parfois obscène d'un spectacle qu'elle ne sait pas décrire et qu'elle reconstruit de bric et de broc, non sans maquillages et inventions.

Ce monde imaginaire n'est même pas une belle illusion.

Maria DA SILVA

☐ (1) Laurent Gervereau - « *Inventer l'actualité - La construction imaginaire du monde dans les médias internationaux* », La Découverte, 2004 - prix franco : 13,50 €.

Pour relier les hommes

Sous la direction de Régis Debray, paraît une nouvelle revue ⁽¹⁾ qui se donne pour mission de *transmettre pour innover*. Face à l'empire de la communication, la tâche est rude mais pas désespérée. Il faut s'y atteler.

Régis Debray bat le rappel. Nous ne nous rassemblons pas autour de lui pour lui faire plaisir, ni pour avoir plus fière allure. C'est tout simplement nécessaire et urgent. Nous pouvons même dire : *c'est tout naturel*. Notre vocation est de transmettre. Régis Debray en appelle aux *Compagnons de la Transmission*. Nous en sommes par définition.

En d'autres temps, nous aurions tenu à marquer nos distances. Toutes les traditions ne sont pas bonnes à prendre ; il faut les critiquer sans relâche ! Régis Debray va beaucoup plus loin, écrivant dans le préambule de *Médium* qu'on *transmet seulement ce que l'on transforme, car recevoir sans travailler ne vaut, et succession rime avec subversion*. Voilà qui nous intéresse au plus haut point, n'est-il pas vrai ?

Il faut cependant renvoyer à des jours meilleurs les polémiques secondaires. La menace porte sur l'essentiel - elle vise la transmission en tant que telle, menacée par le communicationnel, l'instantané, le compétitif. Toute l'idéologie des médias, qui s'est répandue dans le milieu politique, tourne en dérision l'autorité, le symbolique et plus largement tout ce qui relie les êtres humains et leur permet de vivre les uns avec les autres.

Régis Debray veut maintenir et renforcer « *ce qui fait lien*

entre l'homme et l'homme. » C'est, au sens le plus strict du terme, une question de *moyen* - autrement dit de médium. Les grandes et belles idées se dévaluent, se figent et risquent de se perdre si elles ne sont pas véhiculées par d'humbles objets - des feuilles de papier reliées en un livre, la toile d'un tableau, la salle de classe.

Il va sans dire que les êtres humains sont d'ordinaire de bons agents de transmission. Mais aujourd'hui certains d'entre eux se désespèrent. Ainsi Claudia Moatti qui explique pourquoi elle a choisi d'aller enseigner aux États-Unis, faute de pouvoir transmettre son savoir dans l'université française. Article accablant qui souligne l'ampleur, encore mal appréciée, du désastre.

Il peut y avoir des retraites, des exils, mais point de reddition. Le premier numéro de *Médium* s'est fait avec Pierre-Joseph Proudhon, Louis Aragon, Julien Gracq. Ces bons compagnons nous parlent du chemin de fer, du livre, du journalisme. Michael Moore est par ailleurs justement étonné après une magistrale analyse de la guerre comme nouveau média.

Revue dure, sans concession.

C'est bien ainsi.

Régine JUDICIS

☐ (1) Revue *Médium*, n° 1, Automne 2004, Éd. Babylone, prix franco : 13 €.

L'Éthique d'Edgar Morin

Autant commencer par un aveu. J'ai toujours eu un préjugé plus que favorable envers Edgar Morin, et si encore, aujourd'hui, je ne suis pas parvenu à me fâcher complètement avec la sociologie, c'est sûrement grâce à lui. Et en tout cas, à ceux qui, comme lui, ont un certain goût pour les réalités sociales, au point de vous faire aimer plus que détester la condition humaine. Par là, il ne faut pas sous-entendre on ne sait quel optimisme naïf qui s'opposerait à un pessimisme tragique. Au demeurant Edgar Morin est un tragique intégral. Il en renouvelle l'aveu dans l'ultime volume de son œuvre maîtresse qu'il a vouée à la recherche de *la Méthode* et qui débouche sur l'élaboration problématique d'une éthique : « De toute façon, c'est un horizon de désespérance qui apparaît à la pensée. Comme nous l'avons vu, tout mourra et se dispersera. » Son espoir est sur fond de désespoir : « Soyons frères parce que nous sommes perdus. » D'une certaine façon, sa recherche se définit comme un athéisme conséquent mais qui refuse, avec acharnement, le nihilisme. Son dernier mot est *amour*, un amour qui sauve hors de toute eschatologie du salut auquel ce Juif rebelle refuse son acquiescement par rationalisme.

Ajoutons qu'il y a de *Aristote* dans notre sociologue. Un Aristote recyclé dans les *Lumières* les plus contemporaines mais toujours persuadé qu'il y a de l'intelligibilité dans le monde, complexe certes tout en étant accessible. Son exploration de la matière, de la vie, de l'homme l'a convaincu que les choix moraux relèvent d'un difficile affrontement avec la pluralité du réel. Rien de plus étranger à lui que la simplicité des impératifs kantien. Rien de plus irritant pour lui que la propension contemporaine à déverser partout ce que Nietzsche appelait de la *moraline*. C'est bien là où je repère l'attitude aristotélicienne, fondée d'abord sur une observation intense des situations en relation avec une réflexion anthropologique de fond. Avec Pascal, Edgar Morin pose, en préalable à un art de vivre, l'impératif de *travailler pour bien penser*. Voilà qui exclut tous les simplismes moralisants, les monismes. Et je ne puis que donner mon accord à cette lutte contre l'illusion intérieure qui fait considérer que les choses sont toujours limpides et qu'on ne sait quel instinct divin conduit infailliblement au bien. Au contraire, les difficultés ne font que s'accumuler à mesure que le champ de notre connaissance et de notre maîtrise du monde s'accroît, d'autant que c'est alors *la maîtrise de la maîtrise* qui devient le premier des défis.

La connaissance est donc la première condition d'un choix éthique. Ce qui ne signifie pas que de la science à l'éthique la conséquence est directe. Les barbaries du vingtième siècle

ont voulu effacer cet espace où la volonté personnelle s'autodétermine en raison d'une exigence intérieure indéracinable. L'auteur d'*Autocritique* qui fit douloureusement l'expérience de l'arrachement à un parti communiste bloqué dans son autisme stalinien, a pu se rendre compte de ce qu'il y avait d'inhumain et d'irrationnel dans le court-circuitage de la conscience de l'individu. Mais ne se cite-t-il pas lui-même, et on lui sait gré de nous rappeler qu'il signait, il y a presque un demi-siècle, la plus lucide des confessions sur ce qu'avait été une certaine aliénation militante : « *Quand je me retourne aujourd'hui sur ce passé, je n'ai pas de doute : le sursaut de conscience, ce refus même seulement mental de l'imposture sauvait ma raison ; la flamme de l'indignation était la seule chose qui éclairait ma nuit ; c'était la lucidité.* »

Cette lucidité concerne aussi ce que Morin appelle *l'écologie de l'action*, qui nous apprend à nous méfier de la seule morale de l'intention dans l'ignorance du jeu des inter-rétroactions dans le milieu d'intervention sociale, au risque qu'il y ait détournement et perversion de sens. Dans le climat présent, il y a tout intérêt à réfléchir à la logique perverse de personnages qui n'entendent offrir à l'électorat que leur conscience intègre. On peut parier malheureusement qu'ils seront tôt ou tard rattrapés par le piège d'une provocation qui méconnaît les conditions matérielles contraignantes de l'action politique. Qui part en chevalier blanc ou en monsieur Propre de la vie civique s'expose à des catastrophes qu'il n'épargnera pas aux autres ou à révéler sa propre imposture de manipulateur des consciences. C'est pourquoi, il importe avant tout d'affronter le terrain, sans naïveté et non sans avoir procédé à la plus large enquête. Sans doute, l'auteur

privilegie-t-il dans son essai la spéculation sur les principes par rapport à l'étude des grands dossiers contemporains. Ceux-ci ne sont pourtant pas absents : « *La physique nucléaire avait fait exploser sa bombe au cœur de l'éthique. La biologie y installe une machine infernale.* » Autre hantise, l'écologie : « *L'être humain, à la fois matériel et spirituel doit se retrouver dans la nature vivante et physique, dont il émerge et dont il se distingue par la culture, la pensée et la conscience.* »

Edgar Morin ne saurait apporter toutes les solutions clés en main à toutes les questions qu'il pose à l'échelon de notre *Terre-Patrie*. Lorsqu'on se réclame de la complexité, il y aurait quelque contradiction à formuler un programme simple. De plus, la rationalisation absolue de toutes nos difficultés est un mythe plus que pernicieux. Souvent, on ne peut *ni programmer, ni même prévoir*, alors qu'on se doit de *voir et promouvoir*. C'est que nous ne pouvons concevoir l'éthique autrement que comme une sagesse qui implique de la part des hommes la poursuite d'une quête jamais aboutie et qui tourne autour des apories depuis toujours repérées par les sages, qu'il s'agisse du bien ou du mal, de la mémoire et du pardon, de l'espérance et de l'amour. Un amour que l'apôtre de *l'évangile de la perte* ne peut s'empêcher de saluer en conclusion, comme la condition même de la vie, pour sauver le beau et le meilleur, le fragile et le précieux. ■

☐ Edgar Morin - « *La Méthode (6) : Éthique* », Seuil, prix franco : 12 €.

par Gérard Leclerc



Un nommé Chesterton

On ne parle pas assez de Chesterton. Aussi est-ce avec plaisir que nous avons accueilli l'ouvrage que lui consacre Philippe Maxence.

Pour le réenchantement du monde, ce titre sonne comme un manifeste et traduit au mieux les intentions de Chesterton. Philippe Maxence connaît bien son sujet et le portrait qu'il trace du créateur du *Father Brown* rencontre tout à fait l'idée que tout lecteur honnête peut s'en faire. L'empathie est certaine ; et on ne saurait la reprocher. Mais ce n'est pas abuser que de dire qu'en parlant d'un auteur, on parle aussi de soi. En présentant les idées de Chesterton, Philippe Maxence expose aussi ses propres opinions. C'est bien légitime. Mais, avouons-le, ceci nous a quelque peu agacé.

Car si Philippe Maxence voit bien l'essentiel du projet de Chesterton - le retour à l'esprit d'enfance par l'approfondissement du dogme catholique -, il adopte, bien trop souvent à notre goût, un ton prêchi-prêcha qui est aux antipodes du style de Chesterton. L'arme favorite de notre géant britannique est l'humour, un humour certes très singulier, mélange de verve et de paradoxe, pouvant aller jusqu'au burlesque, sans craindre quelques détours dans le loufoque ou le bizarre, mais sans autre parenté que formelle avec le fameux *non sense* des Anglais. La démonstration abstraite est étrangère à sa méthode, d'ailleurs Philippe Maxence le dit bien. Certes, écrire sur Chesterton n'est pas écrire comme Chesterton. Le tenter serait absurde. Mais lorsque Chesterton veut nous donner une leçon, il ne se fait jamais donneur de leçons. On n'en dira pas autant de l'essayiste. Cependant, répé-

tons-le, cela tient plus au ton qu'au fond.

Cette dérive marque ainsi fortement la longue digression que Philippe Maxence consacre à la démocratie. Eh oui, Chesterton se proclamait démocrate et cela semble gêner notre auteur ! Ses propos ne manquent pas d'une certaine pertinence, mais ils exhalent par trop le parfum rance des cercles bêtement réactionnaires : on a l'impression d'un plaidoyer prononcé devant un public inquisiteur, comme s'il y avait quelque honte à rendre hommage à un démocrate. Bien sûr, Chesterton n'était pas un progressiste. Le qualifier de réactionnaire ne serait pas faux. Mais son regard, incisif, se teintait toujours de bienveillance, et ses colères étaient sans aigreur.

Sans doute, y a-t-il dans ces critiques quelques injustices. Elles sont empreintes d'une subjectivité réveillée, indirectement, par Philippe Maxence lui-même. Et il serait injurieux de dire que ce fut à son insu. Après avoir lu passionnément son ouvrage nous nous sommes replongé dans la lecture de quelques nouvelles chestertonniennes. De nouveau, le charme a agi, avec cette pointe irrépressible d'exaltation qu'entraîne immanquablement tout cheminement aux côtés d'un esprit libre. Lisez le livre de Philippe Maxence. Si vous connaissiez Chesterton, vous aurez hâte de le retrouver. Si vous l'ignoriez, il sera grand temps de le découvrir.

Patrick PIERRAN.

☐ Philippe Maxence - « Pour le réenchantement du monde, Une introduction à Chesterton », Ad Solem, 2004 - prix franco : 21 €.

Libres et francophones

La revue *Libres* a consacré son deuxième numéro à la *Géopolitique de la langue française*. Une initiative heureuse qui comporte quelques rappels utiles.

Dans l'éditorial de la revue, Raphaël Dargent, directeur de la publication, constate d'entrée : « une langue ne se porte bien que si elle sert une grande politique ». Le dossier est constitué d'une bonne dizaine de contributions, auxquelles viennent s'adjoindre quelques tribunes. Au fil des pages, on relève plusieurs noms connus, comme Abdou Diouf (1), Max Gallo ou moins connus comme Zeina el Tibi, grand reporter à l'hebdomadaire *la Revue du Liban*.

Dans le chapitre consacré à la *Situation de la langue française sur le territoire de la République et dans le monde*, Christian Gambotti constate que « l'empire de la marchandisation, qui voit dans la diversité un obstacle à son expansion infinie, tend à assurer la primauté de la langue anglaise sur toutes les autres langues ». Charles Mathieu, dans *Géopolitique de la Francophonie*, après avoir fait l'état des lieux du français sur les cinq continents, lui fait écho : « ... face à une mondialisation, ou plutôt une globalisation qui n'est jamais que l'américanisation de la planète..., la Francophonie nourrit la grande ambition de participer au remodelage du paysage planétaire... ». Il rappelle que l'on a pu définir la Francophonie comme un non-alignement. Mais, pour ce faire, le message francophone doit être plus ambitieux, c'est-à-dire plus politique. Constat que fait aussi Michel Clapié (*la langue de la République est le français*) : « la langue est en France une affaire politique

autant qu'une affaire culturelle ». Et Raphaël Dargent, dans *l'Etat et la langue française*, évoque, bien sûr, l'Ordonnance de Villers-Cotterêts (1539). Il constate que la charte des langues régionales (2) « ... est inspirée par la conception allemande traditionnelle de la nation... non par sa conception française ». Pour encourager les langues régionales, il faut « un Etat bien assuré, un Etat maître de ses moyens et qu'on ne continue pas à déposséder de ses prérogatives. »

Mais, dans sa contribution *Penser la langue en politique*, Denis Griesmar doute d'une élite politico-administrative « qui ne croit plus, ni en son pays, ni en sa langue... » et qui s'abandonne à « une sorte de pétainisme linguistique. » Et Max Gallo, dans sa tribune intitulée *Contre l'Empire*, voit également dans la conviction des élites l'élément décisif : « quand on parle une autre langue, on pense différemment, on voit le monde différemment ». C'est aussi l'avis de l'ancien président Abdou Diouf lorsqu'il nous interpelle, nous Français : « Soyez au moins aussi francophones que nous ». C'est, en effet, bien le moins.

Alain SOLARI

(1) Ancien président de la République du Sénégal et Secrétaire général de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie).

(2) Adoptée en 1992 par le Conseil de l'Europe et signée par le gouvernement français en 1999.

☐ Revue *Libres* N° 2 - trimestriel, « *Géopolitique de la langue française* », Ed. François-Xavier de Guibert, prix franco : 23 €.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 19 et 20 mars 2005. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 19 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "La réforme des corps centraux de l'État" et, d'autre part, "Le démantèlement du droit social".

Merci de noter cette date sur vos agendas.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « Royaliste » dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

➤ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

➤ Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2003 (sauf 1979).

INTERNET

Notre site www.Narinfo.fr.st a été amélioré et doté de nouvelles rubriques. On y trouve, entre autres, l'impressionnante liste de nos invités aux Mercredis de la NAR et l'on peut désormais y lire tous les éditoriaux de *Royaliste*.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et www.narinfo.fr.st (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

ÉPINGLETTES

➔ Notre collection s'est enrichie de nouveaux modèles...

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

▶ Buste de Louis XVI (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.

▶ Buste de Marie-Antoinette (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.

▶ Fleur de lys (dorée ou vieil or ou vieil argent) - 17 mm de haut.

▶ Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

▶ Double cœur vendéen (vieil or, doré ou argenté) - 24 mm.

▶ NOUVEAU - Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

▶ NOUVEAU - Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

▶ Grandes Armes de France (émail bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

▶ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

▶ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

▶ Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

▶ NOUVEAU - Guidon des armées vendéennes - 18 mm de haut.

▶ NOUVEAU - Sacré cœur sur drapeau royal (émail rouge sur fond blanc fleurdelysé) - 11 mm de haut.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du diner 5 €).

● Mercredi 1^{er} décembre : En une période où les conceptions religieuses font l'objet de vifs débats, il importe, du point de vue laïque qui est le nôtre, de bien identifier les filiations. Ainsi, l'histoire du catholicisme français échappe à l'opposition entre le progressisme et l'intégrisme comme le montre **Corinne BONA-FOUX-VERRAX** dans l'ouvrage qu'elle consacre à la Fédération nationale catholique (cf. *Royaliste* n° 845). Ce mouvement, qui rassemble avant la Seconde Guerre mondiale plus de deux millions d'adhérents, paraît s'inscrire dans une tradition clairement réactionnaire. La FNC est bien « A la droite de Dieu », mais elle approuve la condamnation de l'Action française par le Vatican et récuse l'antisémitisme. Son président, le général de Castelnau, antimunichois et hostile à l'armistice de 1940, participe à la Résistance... En

compagnie de notre invitée, nous allons relire une page surprenante de l'histoire du catholicisme - et de la France.

● Mercredi 8 décembre : Inspecteur du travail, Gérard Filoche est l'auteur de plusieurs livres qui exposent de manière concrète comment vivent les salariés de toutes catégories dans les petites et grandes entreprises du secteur privé. Ses « Carnets d'un inspecteur du travail » récemment publiés (cf. *Royaliste* n° 846) permettent de connaître précisément l'évolution de la situation. De toute évidence, elle empire : l'application des recettes libérales favorise l'exploitation des hommes et des femmes au travail ; les règles de droit qui subsistent sont massivement violées ; d'innombrables salariés sont privés de leur dû.

Les démonstrations de **Gérard FILOCHE** ne sont pas théoriques, ni entachées d'idéologie : un inspecteur du travail riche de ses observations quotidiennes décrit très simplement des centaines de situations effectivement vécues et tout à fait insupportables. Comme notre invité ne cache pas son engagement socialiste nous aurons de nombreuses questions à lui poser sur les moyens de briser la logique ultra-libérale.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Pour tous vos livres : faites appel à notre Service librairie.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le dossier Sarkozy

Sur le marché globalisé, prolifèrent toutes sortes de bureaucraties. Guerre en Irak, réforme scolaire, débats européens – quelle que soit la nature des questions et le domaine abordé, tout est traité par dossiers.

Puisque l'actualité l'exige, j'ouvre donc le dossier Sarkozy.

Il est vide.

On pourrait assurément empiler des cartons remplis de coupures de presse, de vidéos, de photographies. On n'oublierait pas d'y ajouter deux ouvrages sur lesquels figure la signature de Nicolas Sarkozy. Des amis zélés pourraient faire des sous-dossiers – Intérieur, Foi (religieuse), Finances, Cécilia, Islam, UMP, États-Unis... Ce serait beaucoup de travail sans grand résultat. Pourquoi ?

Cet homme pressé semble tout entier absorbé dans l'instant qui passe, ce qui sidère quelque peu. On n'a pas eu le temps de faire le bilan de son action place Beauvau, on oubliera vite qu'il s'est inscrit à Bercy dans la lignée des liquidateurs de l'État, on s'est intéressé ces dernières semaines à ses idées sur le fait religieux, on va maintenant examiner la tactique du nouveau président de l'UMP face à Jacques Chirac, le maître devenu rival.

Ce personnage omniprésent a des opinions sur tout et les proclame aux quatre coins de la planète : le spirituel et le temporel, le cours du change, la citoyenneté... Pourquoi pas ? Mais il est impossible de savoir s'il s'agit de déclarations calculées, de sincérités successives ou de convictions pour lesquelles il mettrait en jeu sa vie ou du moins sa carrière.

Qu'importe. Les médias sont fascinés par ces activités débordantes et cette capacité à communiquer des propos péremptifs, des slogans qui font date et une image de soi soigneusement lissée. C'est bien ce que demande la machine médiatique : du mouvement, du sensationnel, une figure avenante et de la bonne humeur, non point des convictions toujours trop longues à expliquer et qui puisent toujours trop loin dans l'histoire. Dans l'expression de la pensée correcte



comme dans la provocation acceptable, Nicolas Sarkozy est toujours là pour dire ce qui convient.

Du coup, cet animal médiatique marque des points dans les sondages. La boule qui roule amasse de la mousse. Il faut reconnaître que Nicolas Sarkozy repère bien les courants dominants. Retour du religieux ? Communautarisme ? Quête des valeurs ? Économies budgétaires ? Quelle que soit la demande réelle ou supposée, il lance sur le marché ses concepts, ses états d'âme, ses solutions.

Mais veut-il vraiment nouer le dialogue avec les juifs, les musulmans, les chrétiens ou s'agit-il d'une série d'opérations

bien ciblées ? Est-il décidé à bousculer notre tradition laïque (1) et adhère-t-il vraiment aux dogmes ultra-libéraux ? Est-il aussi « américain » qu'on le dit ?

Il n'y a pas de réponses qui puissent être solidement étayées. Il est seulement permis de noter que Nicolas Sarkozy a du flair et fait preuve d'une excellente « réactivité » aux débats en cours. Cela dit, nul ne peut jurer qu'une fois élu président de la République, l'homme ne se ralliera pas au colbertisme et ne tournera pas le dos aux États-Unis. Comme son maître Jacques Chirac, il a montré très jeune que les promesses ne l'étauflaient pas plus que les scrupules.

Aussi nombreux aujourd'hui que les balladuriens voici dix ans, les sarkoziens se récrieront. Et les adversaires du président de l'UMP me reprocheront mes doutes, à l'heure de la contre-attaque. Tant pis.

Ma seule certitude est que Nicolas Sarkozy trouvera en lui-même son principal adversaire. Il est déjà pris au piège du « pragmatisme » dont il se glorifie : ses fidélités, ses vérités, ses promesses seront toujours mises en doute parce qu'on le sait capable de se soumettre à n'importe quelle sorte de « réalité ». Du coup son indéniable efficacité risque un jour ou l'autre de faire peur car l'homme efficace ne répond de personne ni de rien – sauf de sa technicité.

Cela ne nous empêchera pas de tenir le futur candidat pour responsable des idées perverses qu'il a lancées (la discrimination positive) et du saccage industriel auquel il a participé. Le dossier Sarkozy finira par se remplir.

Bertrand RENOUVIN

(1) Sur cette question complexe, cf. l'article d'Emile Poulat : « La République laïque peut-elle financer les religions ? ». *Le Monde* du 19 novembre.